



La Commune



Bloc Social Révolutionnaire

Bolivie

Invités par les camarades Carlos Rojas, de la FEJUVE, ⁱ et René Duran, délégué à la COB ⁱ au titre de représentant du syndicat des journalistes, nous sommes arrivés à El Alto pour participer à l'effort militant de centaines de camarades qui luttent pour que s'accomplisse la résolution votée par des dizaines de milliers de manifestants, dans une assemblée ouverte tenue à La Paz lors de l'insurrection qui a chassé le Président Mesa, et construire un instrument politique qui permette aux travailleurs et au peuple boliviens de prendre le pouvoir pour appliquer le programme de la révolution d'octobre 2003.

La Conférence de constitution du Bloc Révolutionnaire Social s'est tenue au siège de la FEJUVE, dans la ville d'El Alto, du 18 au 20 octobre. Sous la présidence de la Direction exécutive de la FEJUVE, étaient présents des délégués du Mouvement Sans Terre de Bolivie, de la COR, ⁱ du Comité civique de Oruro, du syndicat des journalistes, des Femmes ex-prisonnières politiques, du syndicat des chômeurs, d'organisations départementales. Pour raisons d'argent, des délégués de Centrales Ouvrières Régionales qui participent depuis des mois à la construction du Bloc Social Révolutionnaire n'ont pu faire le voyage.

Discussion

La Conférence s'est ouverte par un salut des délégations internationales, où nous avons eu l'honneur de nous adresser aux délégués au nom de l'Unité Internationale des Travailleurs, de Izquierda Socialista (Chili) et du Movimiento Socialista de los Trabajadores (Argentine). Le débat a ensuite commencé sur la situation politique, les élections à la présidence de la République, au Sénat et à l'Assemblée nationale qui doivent avoir lieu le 4 décembre 2005, sur le combat pour l'Assemblée Nationale Constituante et la nationalisation des hydrocarbures. Il s'est conclu par un accord général sur ces objectifs, auxquels il faut ajouter la mise en jugement de Sánchez de Losada et la remise de titres de propriété aux paysans pauvres.

Par rapport aux prochaines élections, le débat qui s'est ouvert au Parlement sur une redistribution des sièges dans les départements, favorisant la région de Santa Cruz en lui attribuant quatre nouveaux sièges, exprime les craintes de l'oligarchie et des partis traditionnels de voir leur représentation parlementaire diminuer brutalement à l'occasion du scrutin de décembre. Les députés jouent avec le feu quand ils menacent de repousser les élections s'ils n'arrivent pas à un accord sur la redistribution des sièges. En effet, le peuple bolivien compte sur les élections du 4 décembre pour lancer la nationalisation des hydrocarbures et l'appel à l'Assemblée Nationale Constituante, et un report amènerait l'irruption des masses boliviennes dans les rues. Aucun des candidats en tête des sondages, placés comme possibles vainqueurs de ces élections, Samuel Doria Medina (Unidad Nacional), Jorge Quiroga (Poder Democrático Social) et Evo Morales (Movimiento Al Socialismo) ⁱ ne représentent les intérêts du peuple bolivien ; plus précisément, Doria Medina et Quiroga représentent l'oligarchie et les multinationales.

La discussion s'est centrée autour de la candidature d'Evo Morales, premier dans les sondages. Celui-ci, s'il a participé aux manifestations d'octobre 2003 et reprend dans son programme de gouvernement certains points du " programme d'octobre ", a soutenu en 2003 une issue négociée avec la Cour suprême et l'Église pour amener au gouvernement le Président de la Cour suprême, et même ouvert ces derniers mois un dialogue avec les multinationales pour chercher une issue négociée en échange de l'abandon de la nationalisation des hydrocarbures. Finalement, la Conférence a décidé d'apporter un soutien critique à Evo Morales et de rejeter toute tentative de l'oligarchie pour empêcher la venue du MAS au gouvernement.

Décisions

En conclusion de ses travaux, la Conférence a décidé d'enrichir le programme du Bloc Social Révolutionnaire par les trois commissions élues suivantes : Programme et statuts ; Relations nationales et internationales ; Formation et idéologie. La direction sera collégiale avec des délégués des organisations sociales les plus représentatives, les décisions seront prises par consensus jusqu'au congrès qui élira une direction nationale et adoptera des statuts. La Conférence a pris fin avec l'engagement unanime des délégués à combattre pour le développement et le renforcement du Bloc Social Révolutionnaire.

Francisco Ortiz, membre de l'UIT (IVE Internationale).

Modifié le mercredi 02 novembre 2005

Voir aussi dans la catégorie Bolivie



Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président. Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56% de voix dès le premier tour. Les Boliviens viennent de... >>

Un pays en ébullition

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuv (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière... >>

Rumeurs de coup d'état

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a... >>

Une nouvelle étape

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans la situation politique que connaît la... >>

Une situation tendue

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À l'occasion de cet anniversaire, il a fait... >>

Les plus mauvais jours

Evo Morales a gagné les élections présidentielles de décembre 2005 avec 54 % des voix. Avec ce score, il écrasait sans appel l'ensemble des partis des anciens Présidents, Sánchez de Losada et... >>
